

La Russie en Arctique : fin des illusions et recompositions

Juillet 2024

Florian VIDAL

Étude réalisée par le Centre Russie/Eurasie de l'Ifri, au profit de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées

Auteur

Florian Vidal est chercheur associé au Centre Russie/Eurasie à l'Ifri. Titulaire d'un doctorat en science politique, il est chercheur à l'Université de Tromsø (UiT Norges Arktiske Universitet). Ses recherches portent sur le lien entre ressources, énergie et technologie à l'aune de l'Anthropocène, en particulier les enjeux miniers dans les régions reculées (régions polaires, fonds marins et espace extra-atmosphérique).

En outre, il est chercheur associé au laboratoire interdisciplinaire des énergies de demain (LIED, CNRS) au sein de l'Université Paris Cité, et membre du projet de recherche ANR Strategic Metals coordonné par le BRGM. Il enseigne également à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Par le biais de ses activités antérieures, il a une importante expérience de terrain en Europe du Nord, en Russie et en Amérique latine.

Résumé

L'invasion russe de l'Ukraine à grande échelle a entraîné de profonds bouleversements dans la région arctique, dont les conséquences demeurent incertaines sur le long terme. Longtemps épargné par les tensions géopolitiques mondiales, l'espace polaire a été, ces dernières décennies, le théâtre d'une coopération étendue et d'un dialogue étroit entre la Russie et les États arctiques occidentaux. Néanmoins, dès 2014, l'annexion de la Crimée par la Russie a rompu une confiance fondée sur les échanges scientifiques, économiques et culturels, ainsi que sur une approche consensuelle des enjeux communs, comme celui de l'environnement au sein de mécanismes institutionnels régionaux.

Si le fonctionnement des instances de dialogue au niveau régional a été préservé, aucune nouvelle initiative diplomatique ou stratégique n'a été lancée durant cette période (2014-2022). La multiplication des exercices militaires a, au contraire, réinstallé un antagonisme durable qui rappelle la période de la Guerre froide. La guerre en Ukraine a accentué cette tendance, confirmée depuis lors par l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Dans le même temps, la Russie, isolée diplomatiquement sur la scène régionale, multiplie les initiatives pour former des partenariats alternatifs et poursuivre le plan de développement de son espace septentrional, y compris le passage du Nord-Est, aussi appelé route maritime du Nord (RMN).

Comptant parmi les priorités géopolitiques du Kremlin depuis le début du XXI^e siècle, l'Arctique russe subit à présent les effets de cette nouvelle configuration géostratégique, tels que le ralentissement des projets industriels et économiques – sous sanctions occidentales – et une évolution radicale de la population russe dans la région, désormais conditionnée par la guerre en Ukraine, et l'animosité à l'encontre de l'Occident. Inscrit dans la durée, ce basculement éloigne structurellement l'Arctique russe du reste de la région polaire pour l'ancrer un peu plus vers l'Asie. La fracture au sein de cette région contribue aussi aux évolutions géopolitiques globales rythmées par les rivalités entre la Chine et les États-Unis dans l'espace indopacifique.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA FIN DE LA GOUVERNANCE POST-GUERRE FROIDE : UNE « HYBRIDATION » DE LA STRATÉGIE POLAIRE DE LA RUSSIE	6
Changement de paradigme et retour aux concepts stratégiques de la guerre froide	6
Une diplomatie arctique en suspens	10
Climat de défiance et derniers espaces de dialogue	12
Les coopérations scientifiques menacées	13
L'ENLISEMENT DU PROJET « ARCTIQUE »	16
La guerre, nouvelle réalité pour la population russe en Arctique	16
La pression des sanctions sur le développement économique	18
L'ARCTIQUE RUSSE ET L'ASIE : VERS UN ESPACE INTÉGRÉ ?	24
Un cheminement géopolitique vers les puissances asiatiques	24
Changement du rapport de force avec la Chine.....	26
La perspective d'une connexion avec l'espace indopacifique	29
CONCLUSION	31

Introduction

En prenant la présidence tournante du Conseil de l'Arctique le 20 mai 2021, pour une durée de deux ans, la Russie ambitionne d'en faire « une vitrine du rayonnement stratégique et diplomatique » du pays¹. L'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, compromet la réalisation des projets initiaux de cette présidence et provoque des bouleversements dans l'espace polaire, allant de la paralysie des institutions régionales aux processus d'intégration de la Finlande et la Suède à l'OTAN. Une période de trois décennies marquée par l'essor d'une coopération régionale fructueuse, notamment dans les domaines scientifique et économique, se referme. L'émergence d'une gouvernance arctique par les États de la région depuis le début des années 1990 permettait aux États-Unis et à la Russie de dialoguer et de coopérer sur des enjeux communs, tels que la préservation de la biodiversité, la sécurité du trafic maritime dans l'océan Arctique ou encore la lutte contre le changement climatique. En partie ébréché depuis 2014, l'« exceptionnalisme » arctique – trait singulier qui faisait de la région polaire un espace exempté des tensions géopolitiques – semble révolu².

Face à cette reconfiguration défavorable à la Russie, isolée dans la région sur le plan diplomatique et freinée dans l'avancée de ses projets énergétiques à cause des sanctions économiques et financières, Moscou tente de s'adapter. Le redéploiement de sa politique septentrionale vers l'espace asiatique est dorénavant perçu comme la seule alternative viable.

1. F. Vidal, « Le Conseil de l'Arctique à l'heure russe », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 18 mai 2021, disponible sur : www.ifri.org. Voir également E. Canova et al., « Présidence russe au Conseil de l'Arctique : le réveil d'un géant », Note de travail, *Groupe d'Études Géopolitiques*, mai 2021, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

2. T. Melchiorre, « The Illusion of the Arctic “Exceptionalism” », *High North News*, 29 juin 2022, disponible sur : www.highnorthnews.com.

La fin de la gouvernance post-guerre froide : une « hybridation » de la stratégie polaire de la Russie

Changement de paradigme et retour aux concepts stratégiques de la guerre froide

Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, la détérioration du contexte sécuritaire et militaire dans la région arctique s'accompagne d'une montée en puissance de l'activité militaire russe dans la zone. En réalité, ce changement relève d'un choix stratégique opéré par Moscou de remilitariser son espace septentrional pour répondre au triple objectif de restauration, de modernisation et d'extension de ses infrastructures militaires³.

C'est au tournant des années 2000-2010 que le Kremlin décide de lier ses ambitions géoéconomiques avec la remontée capacitaire – quantitativement et qualitativement – de son armée dans la région. La posture de la Russie en Arctique demeure avant tout défensive. D'une part, la perception de la menace, côté russe, est relativement large : elle englobe à la fois les risques non-étatiques (acte de sabotage contre les infrastructures critiques, exploitation illégale des ressources naturelles, gestion de crise en cas de désastre) et les menaces étatiques venant tant des pays arctiques que non-arctiques⁴. Pour garantir le respect de sa souveraineté dans son espace septentrional et défendre son territoire national contre ces menaces, la Russie a notamment procédé au renforcement de ses dispositifs de surveillance dans la partie occidentale de son territoire arctique.

3. M. Petersen et R. Pincus, « Arctic Militarization and Russian Military Theory », *Orbis*, vol. 65, n° 3, 2021, p. 490-512 ; M. Paul et G. Swistek, « Russia in the Arctic: Development Plans, Military Potential, and Conflict Prevention », *SWP Research Paper*, 2022/RP 03, *Stiftung Wissenschaft und Politik*, février 2022, disponible sur : www.swp-berlin.org.

4. K. Zysk, « Russia's Military Build-Up in the Arctic: to What End ? », CNA's Occasional Paper series, *CAN*, septembre 2020, p. 7-9.

Ainsi, les unités de radars, comme le déploiement du système Rezonans-N, et les différents systèmes de défense (Pantsir-SA, Bastion-P, S-400 SAM) ont été installés tout le long de l'espace côtier septentrional, mais également sur les archipels arctiques russes. Toutes ces mesures visent à renforcer la défense de la péninsule de Kola et à maintenir une stratégie de « bastion » pour les sous-marins nucléaires. D'autre part, le dispositif militaire dans l'espace arctique bénéficie des efforts de l'État pour assurer le développement économique de la région. À cet effet, les infrastructures dépendant du ministère de la Défense servent de solutions à double usage pour assurer le développement des activités économiques, liées au secteur extractif (pétrole, gaz et minerais) en Arctique et le développement de la route maritime du Nord (RMN)⁵.

Toutefois, cette posture est aussi offensive, dans la mesure où l'Arctique est un espace de projection de puissance dans l'océan Atlantique Nord pour la Russie, par le biais du passage du GIUK (Groenland, Islande, Royaume-Uni)⁶. Cette ligne imaginaire, formant un passage stratégique, est redevenue l'une des principales préoccupations stratégiques maritimes de l'OTAN mais également de la marine russe⁷. En 2023, un rapport parlementaire britannique souligne que la renaissance de l'intérêt stratégique de ce passage depuis la fin de la guerre froide s'explique par une intensification de l'activité des sous-marins russes⁸. Derrière cette observation, se lit une profonde évolution de l'architecture de sécurité du continent européen qui affecte particulièrement sa partie septentrionale.

Véritable point de bascule, la guerre en Ukraine met sous tension l'ensemble du dispositif militaire russe, y compris dans la zone arctique. D'une part, le ministère de la Défense a largement sollicité les forces conventionnelles qui y sont stationnées, au point d'avoir, selon les services de renseignement norvégiens, divisé par cinq les forces terrestres initialement présentes dans la péninsule de Kola⁹. Les pertes humaines et matérielles des unités russes basées dans cette partie de l'Arctique russe, dont la 80^e brigade de fusiliers motorisés de

5. J. Kjellén, « The Russian Northern Fleet and the (Re)militarisation of the Arctic », *Arctic Review on Law and Politics*, vol. 13, 2022, p. 49.

6. C. Wall et N. Wegge, « The Russian Arctic Threat: Consequences of the Ukraine War », CSIS Brief, CSIS, janvier 2023, disponible sur : www.csis.org.

7. R. Pincus, « The GIUK Gap's strategic significance », *Strategic Comments*, vol. 25, n° 8, 2019, p. i-iii.

8. House of Commons, *Defence in Scotland: the North Atlantic and the High North*, Scottish Affairs Committee, septième rapport de la session 2022-2023, 2023, p. 26.

9. T. Nilsen, « Land forces at Kola reduced to one-fifth, Norwegian Intelligence says », *The Barents Observer*, 13 février 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

l'Arctique, semblent avoir été particulièrement élevées en Ukraine¹⁰. D'autre part, les infrastructures militaires clés dans la région polaire, comme la base aérienne d'Olenia, d'où partent en mission les bombardiers stratégiques russes Tu-95 en direction de l'Ukraine, pourraient constituer les cibles privilégiées d'actes de sabotage par la partie ukrainienne¹¹. Dans ce contexte, la menace conventionnelle à l'encontre des pays nordiques semble écartée à court et moyen terme. Pour répondre, en partie, à l'affaiblissement de ses forces conventionnelles dans la région, le ministère de la Défense russe entend mettre en place des bases de drones le long de l'espace côtier septentrional. Le déploiement de ces drones – les modèles Inokhodets et Forpost de fabrication russe – a pour objectif d'augmenter significativement les missions de surveillance le long de la RMN mais aussi de contribuer au renforcement des opérations de recherche et de sauvetage dans la zone¹².

Néanmoins, la Russie demeure une menace stratégique pour l'OTAN dans la région¹³. Compte tenu de la présence des sous-marins lanceurs de missiles balistiques et des installations de stockage d'ogives nucléaires, la doctrine nucléaire russe fait de la péninsule de Kola sa pièce maîtresse, notamment en termes de capacités de seconde frappe¹⁴. L'Arctique demeure un espace de démonstration capacitaire de l'arsenal stratégique russe comme en témoigne le tir du missile balistique mer-sol Boulava en mer Blanche, en novembre 2023, à partir du nouveau sous-marin de classe Boreï Imperator Aleksandr III, le septième de cette classe à entrer en

10. M. Humpert, « Ukraine War Taking Toll on Arctic Material and Personnel », *High North News*, 17 février 2023, disponible sur : www.highnorthnews.com ; A. Staalesen, « Deputy Commander of Russian Arctic brigades is killed in Ukraine », *The Barents Observer*, 30 novembre 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

11. T. Nilsen, « Arctic Russian airbase “undoubtedly” on radar of Ukrainian armed forces, expert says », *The Barents Observer*, 9 janvier 2024, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

12. « Na Kamčatke i v Arktike razmestât basy tâželih bespilotnikov » [Des bases de drones lourds seront déployées au Kamchatka et dans l'Arctique], *Izvestia*, 12 avril 2024, disponible sur : <https://iz.ru>.

13. A. Edvardsen et B. A. Molid Martinussen, « Russia's Forces in the High North: Weakened by the War, Yet Still A Multidomain Threat », *High North News*, 12 janvier 2024, disponible sur : www.highnorthnews.com.

14. J. Kjellén, « The Russian Northern Fleet... », *op. cit.*, p. 39. Concernant la doctrine nucléaire russe, voir Oukase présidentiel, « Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 02.06.2020 g. n° 355 – Ob Osnovah gosudarstvennoj politiki Rossijskoj Federacii v oblasti âdernogo sderzivniâ » [Oukase du président de la Fédération de Russie du 02.06.2020 n° 355 – Sur les fondements de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine de la dissuasion nucléaire], Moscou, Présidence de la Fédération de Russie, 5 mars 2020, disponible sur : www.kremlin.ru. Selon une récente étude, la Russie dénombrerait 4 380 ogives nucléaires pour ses forces nucléaires stratégiques et non-stratégiques, voir H. Kristinsen et al., « Russian nuclear weapons, 2024 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 80, n° 2, 2024, p. 118-145.

service – deux de ces sous-marins sont affectés à la flotte du Nord, tandis que les cinq autres appartiennent à la flotte du Pacifique¹⁵. Dans les dix prochaines années, quatre nouveaux Boreï (sur un total de 12 Boreï prévus dans la marine russe pour remplacer les Delta-IV au début des années 2030) sont censés intégrer la flotte du Nord pour compléter le dispositif¹⁶.

Outre cette menace stratégique, les activités hybrides agissent comme levier d'intimidation et de coercition de la Russie dans la zone à l'encontre des autres pays arctiques, notamment des États nordiques. Principales sources de déstabilisation pour ces États, ces activités exploitent les faiblesses du camp adverse par des moyens non militaires, lesquels comprennent le déploiement d'une panoplie de tactiques dans les champs politiques, informationnels et économiques¹⁷. Ces actions prennent des formes très variées qui visent, par effet de saturation, à perturber les sociétés nordiques. Par exemple, Moscou semble utiliser les migrations comme un instrument de coercition contre la Finlande. Ainsi, au cours des mois de novembre et décembre 2023, le pays fut témoin d'une hausse soudaine des flux de migrants, organisés avec le soutien des services de sécurité russes à la frontière finlando-russe¹⁸. De même, les enjeux mémoriels avec la Norvège sont utilisés comme des outils de pression¹⁹.

En outre, la Russie menace les infrastructures critiques des pays arctiques, telles que les centrales électriques et installations hydrauliques particulièrement exposées dans la région de Barents²⁰. Le sabotage (dont la responsabilité n'est pas encore établie) des gazoducs Nord Stream, en septembre 2022, montre la fragilité de ces

15. « Podvodnij krejser "Imperator Aleksandr Tretij" vypolnil ispitatel'nij pusk ballističeskoj raketi » [Le croiseur sous-marin « Empereur Alexandre III » a effectué un tir d'essai d'un missile balistique], Ministère de la Défense de la Fédération de Russie, 5 novembre 2023, disponible sur : <https://function.mil.ru>.

16. Six autres sous-marins de classe Boreï seront également déployés dans la flotte du Pacifique. E. Johns, « Upgrades To Russia's Nuclear-Capable Submarine Fleet », Federation of American Scientists, 7 février 2024, disponible sur : <https://fas.org>.

17. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2023.

18. T. Nilsen et al., « FSB arranges transport to the border, motel in Kandalaksha claims », *The Barents Observer*, 21 novembre 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

19. En octobre 2023, un incident est intervenu entre la municipalité de Kirkenes et des citoyens russes autour du monument de commémoration de la libération du Finnmark par les troupes soviétiques en 1944. Voir A. O. Holm, « Norwegian-Russian Battle of Wreaths During the Commemoration of Finnmark's Liberation », *High North News*, 29 octobre 2023, disponible sur : www.highnorthnews.com.

20. T. Jonassen et B. A. Molid Martinussen, « Nordland Chief of Police: 'The Russian Intelligence Threat Has Never Been Greater' », *High North News*, 2 octobre 2023, disponible sur : www.highnorthnews.com.

infrastructures. Pour y faire face, la Norvège a renforcé les missions de surveillance (avec le soutien de l'Allemagne notamment) de ses infrastructures maritimes dans les mers du Nord et de Norvège²¹. De surcroît, les navires scientifiques et halieutiques russes pourraient être utilisés pour mener des activités d'espionnage ou de sabotage²². Enfin, les brouillages GPS sont de plus en plus fréquents dans la région de la mer de Barents et constituent un risque pour l'aviation civile²³. L'intégration de la Finlande et de la Suède au sein de l'OTAN pourraient donner lieu à un accroissement de ces activités hostiles dans l'ensemble de l'Europe du Nord²⁴, renforçant le climat de défiance et éloignant toute perspective de dialogue constructif. Tout cela conduit à une dissociation structurelle entre l'Arctique russe et le reste de la région polaire et contribue à la formation d'une nouvelle réalité géostratégique.

Une diplomatie arctique en suspens

Le déclenchement de l'« opération militaire spéciale » russe en Ukraine en février 2022 a provoqué la plus grave crise diplomatique dans la région arctique depuis la fin de la guerre froide. Elle a fragilisé les fondations de la gouvernance arctique, en particulier le fonctionnement des institutions intergouvernementales où participait activement la Russie. Condamnant fermement l'agression militaire de la Russie et la violation du droit international, les pays nordiques ont interrompu tous leurs échanges dans le cadre des structures multilatérales européennes, tels que la Dimension septentrionale (programme de l'Union européenne) et le Conseil euro-arctique de Barents (CEAB)²⁵. Instauré en 1993, le CEAB, regroupant les pays nordiques et la Russie, est la première structure multilatérale à s'être de facto fracturée. En septembre 2023, le ministère des Affaires

21. « Norway and Germany signed a new declaration of intent agreed to enhance the bilateral co-operation in the area of security and defence », Ministère de la Défense du Royaume de Norvège, 12 septembre 2023, disponible sur : www.regjeringen.no.

22. B. Morch Pettersen, « Spionskipene » [Les navires espions], NRK, 19 avril 2023, disponible sur : www.nrk.no.

23. En 2022, 93 activités de brouillage des signaux de GPS ont été décomptées dans l'est du Finnmark contre 18 en 2021. Voir à ce sujet S. Strøm, « Kraftig økning av GPS-jamming over Finnmark » [Forte augmentation des brouillages GPS au-dessus du Finnmark], NRK, 24 février 2023, disponible sur : www.nrk.no.

24. En janvier 2024, des activités de brouillage des signaux GPS sont recensées à partir de l'exclave de Kaliningrad à l'encontre de la Pologne et des États baltes par l'emploi du système de suppression de communications par satellite Tobol. À propos de l'évolution du contexte sécuritaire en Europe du Nord, voir P. Baev, « Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 130, Ifri, novembre 2023, disponible sur : www.ifri.org.

25. « The Northern Dimension and BEAC suspend activities involving Russia », Parlement européen, 30 mars 2022, disponible sur : www.europarl.europa.eu.

étrangères russe a formellement annoncé le retrait du pays de l'organisation subrégionale après le refus de la Finlande de transmettre la présidence tournante à la Russie, résumant l'organisation intergouvernementale aux trois pays de la Fennoscandie²⁶.

Quant au Conseil de l'Arctique, sept des huit États membres²⁷ ont suspendu « temporairement leur participation à toutes les réunions du Conseil et de ses organes subsidiaires »²⁸. Depuis, les activités du Conseil de l'Arctique ont significativement ralenti, même si son fonctionnement administratif se poursuit²⁹. La Russie a signalé à plusieurs reprises qu'une paralysie prolongée pourrait provoquer son retrait³⁰. Si l'hypothèse d'une mise en sommeil permanente des cadres institutionnels existants semble prématurée, ces bouleversements mettent en péril les acquis d'une gouvernance régionale édifiés depuis la fin de la guerre froide.

De fait, l'isolement diplomatique de Moscou sur la scène régionale a terni le bilan de la présidence russe du Conseil de l'Arctique (2021-2023), où l'essentiel des activités organisées se sont finalement cantonnées aux enjeux domestiques³¹. L'éclatement de la

26. « Zaâvlenie MID Rossijskoj Federacii o vihode Rossii iz Soveta Barenceva/Evroarktičeskogo regiona » [Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie sur le retrait de la Russie du Conseil euro-arctique de Barents], Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 18 septembre 2023, disponible sur : <https://mid.ru>.

27. Fondé en 1996, le Conseil de l'Arctique comprend huit États membres permanents : Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie et Suède.

28. « Joint Statement on Arctic Council Cooperation Following Russia's Invasion of Ukraine », US Department of State, 3 mars 2022, disponible sur : www.state.gov.

29. Le 11 mai 2023, une transition douce de la présidence du conseil de la Russie à la Norvège est organisée au cours d'une réunion, qui s'est déroulée en ligne depuis Salekhard, capitale du district autonome de Iamalo-Nénétsie, respectant ainsi les règles de procédures de la structure intergouvernementale. Malgré son format réduit et feutré, cette réunion diplomatique a évité une mise en sommeil du conseil. Voir à ce sujet C. Canova et P. Pic, « The Arctic Council in Transition: Challenges and Perspectives for the new Norwegian », The Arctic Institute, 13 juin 2023, disponible sur : www.thearcticinstitute.org ; « Arctic States and Indigenous Permanent Participants Convened for the 13th Arctic Council Meeting and Issued Statement », Conseil de l'Arctique, 11 mai 2023, disponible sur : <https://arctic-council.org>.

30. Entretien avec un diplomate nord-américain ; A. Krog, « Russisk exit fra Arktisk Råd kan få alvorlige konsekvenser » [Le retrait de la Russie du Conseil de l'Arctique pourrait avoir de graves conséquences], Altinget, 23 novembre 2023, disponible sur : www.altinget.dk. En février 2024, le ministère des Affaires étrangères indique que la Russie n'exclut pas de se retirer du Conseil de l'Arctique, voir : « V MID nazvali uslovie dlâ vyhoda iz Arktičeskogo soveta » [Le ministère des Affaires étrangères indique les éventuelles circonstances d'un retrait du Conseil de l'Arctique], RIA Novosti, 6 février 2024, disponible sur : <https://ria.ru>.

31. Le format des événements organisés dans le cadre de la présidence du Conseil de l'Arctique fut modifié et restreint, en l'absence de toute participation des autres pays de la zone, tel que l'exercice Safe Arctic 2023 – exercice d'entraînement qui simulait différents

guerre a brutalement interrompu son déroulement alors que Moscou entendait mettre à profit ce moment pour faire la démonstration de ses succès politiques et économiques dans la région, et y apparaître comme une puissance dominante. Dans ce contexte diplomatique compliqué, la posture russe s'est efforcée d'éviter les conséquences de ses actions militaires en Arctique. Au contraire, pour les autres États de la région, le Conseil de l'Arctique ne peut pas faire abstraction de cette situation. Malgré la détérioration continue des relations entre l'Occident et la Russie, aucune des parties n'a jusqu'à présent pris le risque d'entreprendre une rupture définitive qui mettrait en danger des sphères de coopération fondamentales pour la région polaire.

Climat de défiance et derniers espaces de dialogue

La perte de confiance des autres pays arctiques envers la Russie se reflète également dans leurs relations bilatérales respectives: les tensions diplomatiques avec les autres pays arctiques n'ont cessé de se multiplier. Ces derniers ont réduit drastiquement leurs échanges avec Moscou. Par exemple, l'Islande a abaissé le niveau des relations diplomatiques avec la Russie tout en apportant un soutien financier à l'Ukraine³². Quant à la Finlande, les relations bilatérales avec Moscou se sont fortement dégradées depuis 2022, positionnant le pays en première ligne face à la Russie³³. Le président finlandais Alexander Stubb, élu en février 2024, a annoncé que les relations avec la Russie resteront limitées (contact entre diplomates ou entre services frontaliers) tant que la guerre en Ukraine durera³⁴. De même, les relations entre la Suède et la Russie se sont fortement détériorées avec la suspension des échanges politiques, commerciaux, économiques et culturels³⁵. À cet égard, le processus d'adhésion de la

types d'incidents dans le Grand Nord. Voir « Safe Arctic 2023 Exercises to Be Held in Nine Arctic Regions of Russia », Présidence russe du Conseil de l'Arctique, 2023, disponible sur : <https://as.arctic-russia.ru>.

32. « Press release on Iceland's decision to downgrade diplomatic relations », Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 10 juin 2023, disponible sur : <https://mid.ru>; « Russia accounts for Iceland's unfriendly moves in bilateral ties — MFA », TASS, 20 mars 2024, disponible sur : <https://tass.com>.

33. Voir à ce sujet « Putin Warns of 'Problems' With Finland After NATO Membership », *The Moscow Times*, 18 décembre 2023, disponible sur : www.themoscowtimes.com ; J. Kampfner, « In Finland, the "existential threat" of Russia looms — and US rescue is far from certain », *The Guardian*, 2 février 2024, disponible sur : www.theguardian.com.

34. « Finland's President-Elect Says No Political Ties With Russia Until Ukraine War Ends », *The Moscow Times*, 12 février 2024, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

35. « Russia regrets suspension of political, cultural ties with Sweden — Putin », TASS, 4 décembre 2023, disponible sur : <https://tass.com>.

Suède au sein de l'OTAN a nourri l'hostilité russe à l'égard de Stockholm. Pour Moscou, cette intégration au sein de la structure militaire occidentale fait désormais de la Suède une menace pour sa sécurité³⁶.

Longtemps fructueuses, les relations entre la Norvège et la Russie se sont, quant à elle, durablement érodées, laissant la commission mixte des pêches en mer de Barents comme dernier sanctuaire de cette coopération bilatérale³⁷. Malgré l'état détérioré de ces relations avec Moscou, la posture norvégienne se distingue de ses voisins nordiques. Ainsi, le gouvernement norvégien maintient les coopérations institutionnalisées avec la Russie pour préserver ses intérêts géoéconomiques et conserver une marge de manœuvre diplomatique³⁸. Au cours de la conférence annuelle Arctic Frontiers en janvier 2024, organisée à Tromsø (Norvège), plusieurs officiels et experts norvégiens ont rappelé l'importance de la Russie pour la survie du Conseil de l'Arctique³⁹.

Les coopérations scientifiques menacées

Si la gouvernance de la région polaire est en situation de paralysie, les dynamiques initiées menacent dangereusement les coopérations bâties depuis les années 1990, comme les échanges entre les populations autochtones russes et celles des autres nations arctiques, à présent fortement réduits⁴⁰. De même, au sein de la communauté scientifique, l'inquiétude grandit face au blocage diplomatique. Alors que le réchauffement dans la région polaire est quatre fois plus rapide

36. « Sweden to be seen as threat by Russia after joining NATO — senior Russian lawmaker », *TASS*, 7 mars 2024, disponible sur : <https://tass.com>.

37. A. Edvardsen et B. A. Molid Martinussen, « Norway and Russia Reached a Fisheries Agreement for 2024 », *High North News*, 24 octobre 2023, disponible sur : www.highnorthnews.com. À propos de la coopération entre la Norvège et la Russie, voir F. Vidal, « Regional Governance: The Case of the Barents Region », in M. Finger et G. Rekvig (dir.), *Global Arctic: An introduction to the multifaceted dynamics of the Arctic*, Cham, Springer, 2022, p. 389-405.

38. J. O. Vyvila, « Videreføring av samarbeid: Norsk-russisk kontakt i en geopolitisk anstrengt tid » [Poursuite de la coopération : contacts entre la Norvège et la Russie dans une phase de tensions géopolitiques], FNI Report, n° 8, *Fridtjof Nansens Institutt*, 2023, disponible sur : www.fni.no.

39. T. Jonassen, « Without Russia, the Arctic Council Will Not Survive », *High North News*, 1^{er} février 2024, disponible sur : www.highnorthnews.com.

40. A. Edvardsen, « Cooperation With the Sámi on the Russian Side Is Severely Affected by Russia's War », *High North News*, 29 septembre 2023, disponible sur : www.highnorthnews.com.

que dans le reste du monde⁴¹, la collaboration scientifique pour la collecte et l'analyse des données atmosphériques, glaciologiques, ou encore marines, est essentielle pour anticiper l'évolution des conditions climatiques dans cet espace, ainsi que les conséquences mondiales de ces changements. Dans cette perspective, la Russie, qui représente 53 % de l'espace littoral arctique, est un terrain de recherche indispensable pour les missions d'observation en lien avec la science polaire. Depuis le début de la guerre, les collaborations scientifiques se sont substantiellement réduites, isolant progressivement les chercheurs russes de leurs homologues occidentaux. Or, les réseaux de chercheurs arctiques sont fondamentaux pour la création d'une appartenance arctique commune⁴². Si certaines relations professionnelles ont pu se maintenir à des échelles individuelles, les projets de recherche internationaux, comprenant d'importants financements, sont paralysés par la difficulté de mener des missions scientifiques sur le territoire russe⁴³. L'impossibilité d'accéder aux stations russes est un exemple des difficultés concrètes pour mener les recherches scientifiques, ce qui crée des biais sur la vision des changements en Arctique⁴⁴. Par exemple, le projet Arctic PASSION, qui vise à rendre les observations environnementales plus accessibles et compréhensibles, a vu ses travaux suspendus en Russie et ses échanges interrompus avec les partenaires institutionnels russes⁴⁵. Depuis, les acteurs de la communauté scientifique polaire s'emploient à réamorcer la coopération dans des domaines bien spécifiques mais cruciaux, comme l'évolution des conditions du pergélisol. La surveillance du pergélisol, qui couvre les deux tiers du territoire russe, est fondamentale, compte tenu du risque d'un possible dégel et d'un relâchement massif de carbone dans l'atmosphère⁴⁶. Pour la communauté scientifique occidentale, l'apparition d'un angle mort

41. M. Rantanen et al., « The Arctic has warmed nearly four times faster than the globe since 1979 », *Communications Earth & Environment*, vol. 3, article 168, 2022, disponible sur : <https://doi.org>.

42. S. Andreeva, « Science at Stake – Russia and the Arctic Council », *Arctic Review on Law and Politics*, vol. 14, 2023, p. 112-131.

43. A. Witze, « Russia's war in Ukraine forces Arctic climate projects to pivot », *Nature*, vol. 607, article 432, 2022, disponible sur : www.nature.com.

44. E. López-Blanco et al., « Towards an increasingly biased view on Arctic change », *Nature Climate Change*, vol. 14, p. 152-155.

45. A. Witze, « Russia's war in Ukraine forces Arctic climate projects to pivot », *op. cit.*

46. L. Westerveld et al., *Arctic Permafrost Atlas*, Arendal, GRID-Arendal, 2023. Le dégel du pergélisol décompose la matière organique qui y est logée et libère le dioxyde de carbone (CO₂) et le méthane (CH₄), deux puissants gaz à effet de serre. Leur libération exacerberait le réchauffement global contribuant à la boucle de rétroaction positive qui se prolongerait le cas échéant sur plusieurs siècles. Voir aussi T. Bouffard et al., « Scientific Cooperation: Supporting Circumpolar Permafrost Monitoring and Data Sharing », *Land*, vol. 10, n° 6, 2021, disponible sur : www.mdpi.com.

aurait des effets considérables sur les travaux de recherche dans ce domaine particulier.

Plus généralement, l'accès aux informations obtenues sur le terrain russe est essentiel pour systématiser et modéliser l'évolution du régime climatique de façon fiable. De leur côté, les puissances asiatiques, au premier rang desquelles la Chine, mais aussi l'Inde, poursuivent la coopération scientifique avec la Russie⁴⁷. Le développement et le renforcement de cette dynamique de coopération recomposent la circulation des données et informations scientifiques, et interrogent quant à l'avenir de la collaboration scientifique dans la région polaire⁴⁸. Malgré la défiance qui persiste entre les États arctiques occidentaux et la Russie, le Conseil de l'Arctique demeure un vecteur incontournable pour renouer la coopération dans le domaine de la science polaire⁴⁹. Par l'entremise de la présidence norvégienne, le 28 février 2024, l'instance régionale a annoncé la reprise progressive des échanges, dans un premier temps à distance, au sein des groupes de travail réunissant les experts et scientifiques⁵⁰. Cependant, la reprise d'une coopération étroite demeure une perspective éloignée, à rebours des enjeux liés à l'urgence climatique.

47. C. Heng, « There's a Strong Case for an Asian Arctic Dialogue », *Belfer Center for Science and International Affairs*, 22 août 2023, disponible sur : www.belfercenter.org.

48. P. Devyatkin, « Can Arctic Cooperation be Restored ? », *The Arctic Institute*, 28 mars 2023, disponible sur : www.thearcticinstitute.org.

49. A. Rettman, « West restarts Arctic science with Russia, despite mistrust », *Euobserver*, 11 octobre 2023, disponible sur : <https://euobserver.com>.

50. « Arctic Council advances resumption of project-level work », *Conseil de l'Arctique*, 28 février 2024, disponible sur : <https://arctic-council.org>.

L'enlèvement du projet « Arctique »

La guerre, nouvelle réalité pour la population russe en Arctique

Dans les territoires arctiques, comme dans le reste du pays, la guerre a bousculé la population russe et l'éloigné de l'Occident. Ce basculement est favorisé par un conditionnement politique qui affecte les différents corps sociaux⁵¹. Depuis le début du XXI^e siècle⁵², la région polaire assiste, à l'instigation du pouvoir russe, à une militarisation grimpe de la société. L'Église orthodoxe et le système éducatif apparaissent comme les rouages de cette mécanique.

Dès le début, le clergé orthodoxe dans la région de Mourmansk a soutenu cette guerre, en évoquant une bataille contre « l'Antéchrist »⁵³. Les autorités religieuses appuient les actions des militaires russes et servent de « caution morale » aux objectifs déclarés du Kremlin. Leur prise de position vise à légitimer une guerre qui s'inscrirait dans une confrontation plus générale contre l'Occident. Pour consolider ce récit, les responsables religieux russes en Arctique ciblent les pays de la région et y mènent des actes de provocation. Par exemple, au cours de l'été 2023, une croix orthodoxe a été érigée, sous l'autorité de l'évêque Iyakov de Narian-Mar et Mezen (oblast d'Arkhangelsk), dans la communauté russe de Pyramiden, sur l'archipel du Svalbard⁵⁴.

Dans les structures éducatives septentrionales, comme dans le reste du pays, le conditionnement idéologique des élèves s'est

51. A. Kolesnikov, « The End of the Russian Idea: What It Will Take to Break Putinism's Grip », *Foreign Affairs*, vol. 102, n° 5, septembre-octobre 2023, p. 60-76.

52. Voir à ce propos O. Konkka, « Quand la guerre s'invite à l'école : la militarisation de l'enseignement en Russie », *Russie.Nei.Reports*, n° 30, Ifri, mai 2020, disponible sur : www.ifri.org.

53. A. Staalesen, « As bombs fall on Ukrainian churches, the Metropolitan of Murmansk says this is a war against Antichrist », *The Barents Observer*, 25 mars 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

54. T. Nilsen, « Bishop Iyakov, who backs Putin's war, raised giant cross at Svalbard without Norway's knowledge », *The Barents Observer*, 12 août 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com> ; vidéo de l'installation de la croix orthodoxe diffusée sur le réseau social Vkontakte du groupe GT Arktik Ougol, 10 août 2023, disponible sur : <https://vk.com>.

progressivement répandu. Le développement des centres patriotiques est un catalyseur pour diffuser les valeurs traditionnelles et offrir une « préparation militaire initiale »⁵⁵. Dès le 1^{er} septembre 2024, les écoles russes rendront obligatoires les classes sur l'apprentissage des « Fondements de la sécurité et de la protection de la Patrie » (Osnovy bezopasnosti i zašity Rodiny), qui comprend l'enseignement de la théorie militaire et le pilotage de drones⁵⁶. Dans certaines communes arctiques, comme à Pechenga (oblast de Mourmansk) qui abrite une base militaire, les écoles sont d'autant plus exposées à la mobilisation guerrière qu'une majorité des pères d'élèves prennent part au conflit en Ukraine (jusqu'à 85 % dans certains cas)⁵⁷. En outre, les autorités régionales de Mourmansk ont lancé un programme de soutien spécifique pour les familles qui participent à la guerre : la gratuité des transports, des repas, l'offre de vacances en Crimée ou à Sotchi font partie des avantages proposés aux enfants de ces familles mobilisées⁵⁸. L'adoption de telles politiques accentue la stratification sociale au sein de la jeunesse du territoire arctique.

Dans la région polaire, ce sont les populations autochtones qui se retrouvent « surmobilisées » dans les rangs de l'armée russe pour participer à cette guerre. La mobilisation partielle des hommes âgés de 18 à 49 ans, ordonnée par Vladimir Poutine en septembre 2022, aurait particulièrement visé ces populations⁵⁹. Les associations internationales ont dénoncé une pratique systématique de la mobilisation partielle dans certaines régions russes, comme en Iakoutie (République de Sakha) – dont la population est notamment composée de 49,91 % de Iakoutes, 2,24 % d'Evenks et 1,61 % d'Évènes⁶⁰. Ainsi, la mobilisation est effectuée sans distinction dans les territoires ruraux de cette région arctique, sans tenir compte des

55. A. Staalesen, « North Russian region of Arkhangelsk wins praise for efforts to militarise its youth », *The Barents Observer*, 21 avril 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

56. P. Iachmennikova et A. Voronov, « Minprosvešeniâ rvetsâ v boj » [Le ministère de l'Éducation est prêt à agir], *Kommersant*, 16 novembre 2023, disponible sur : www.kommersant.ru.

57. A. Staalesen, « School year in Pechenga starts with a greeting to warriors in Ukraine », *The Barents Observer*, 4 septembre 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

58. T. Nilsen, « Murmansk gives more benefits to students and school children of soldiers fighting in Ukraine », *The Barents Observer*, 14 mars 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

59. La Fédération de Russie dénombre 47 petites communautés autochtones – comprenant 50 000 individus au maximum – sur l'ensemble de son territoire. L. Latypova, « Ethnic Minorities Hit Hardest By Russia's Mobilization, Activists Say », *The Moscow Times*, 27 septembre 2022, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

60. T. Tumusova, « L'identité juridique des peuples autochtones de Iakoutie et le droit russe », *Droit et Cultures*, vol. 77, n° 1, 2019, p. 169-185.

équilibres démographiques et ethniques, y compris les personnes non-éligibles au service militaire⁶¹. Cette situation accentue les tensions socio-économiques dans un contexte où les administrations locales ne disposent pas des capacités budgétaires, ni du pouvoir de décision, pour résoudre les problèmes de la région⁶². En particulier, le départ des hommes pour le front ukrainien confronte les territoires septentrionaux à une pénurie structurelle de ressources humaines. Entre 2022 et 2023, les régions d'Arkhangelsk et de Mourmansk, et les républiques de Komi et de Carélie, ont ainsi vu leurs mains-d'œuvre baisser respectivement de 60 000, 40 000, 35 000 et 31 000 personnes⁶³. Pour le Kremlin, faire peser l'effort de guerre sur ces communautés permet de minimiser la mobilisation des grands centres urbains comme Moscou ou Saint-Pétersbourg, et d'éloigner ainsi la perspective d'un puissant mouvement de contestation⁶⁴. Dans les grandes villes de l'Arctique russe, comme Arkhangelsk (298 500 habitants) et Mourmansk (280 500 habitants), les protestations restent marginales, découragées par une campagne d'intimidation réactive à l'encontre des activistes et journalistes⁶⁵.

La pression des sanctions sur le développement économique

Depuis mars 2014, les projets extractifs dans le domaine pétro-gazier dans l'Arctique russe ont été la cible de sanctions économiques imposées par les États-Unis et l'Union européenne (UE). Les sanctions consécutives à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine ont renforcé les précédentes et perturbent l'avancée des projets économiques russes dans la région, notamment dans le secteur des hydrocarbures, où la rentabilité à long terme des projets est remise en

61. « Violations of Indigenous Peoples' Rights in the Republic of Sakha (Yakutia) During Partial Military Mobilization », *Cultural Survival*, 30 septembre 2022, disponible sur : <https://www.culturalsurvival.org>.

62. K. Yokogawa, « Russia lacks the financial resources to improve living standards in the Arctic: A case of the Sakha Republic », *Polar Science*, n° 101051, 24 janvier 2024, disponible sur : <https://doi.org>.

63. G. Chentemirov, « “The situation is catastrophic”. There is no one to work in Russia's North », *The Barents Observer*, 10 janvier 2024, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>. Si l'effet de la mobilisation semble accélérer ce phénomène, la diminution de la population active dans cet espace est le fruit d'une sous-estimation de cette tendance démographique en œuvre depuis plusieurs décennies.

64. E. Zmyvalova, « The Rights of Indigenous Peoples of Russia after Partial Military », *Arctic Review on Law and Politics*, vol. 14, 2023, p. 70-75.

65. Dans la région d'Arkhangelsk, les autorités russes ont mené une politique de répression protéiforme – harcèlement sur les réseaux sociaux, dénonciation de masse, excuses publiques, exclusion du système éducatif... Pour plus de détails, voir G. Chentemirov et O. Krivtsova, « How the state crushed the protest movement in the Arkhangelsk region », *The Barents Observer*, 5 septembre 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

cause⁶⁶. Les sanctions visent à la fois les infrastructures d'extraction des ressources naturelles et les moyens de leur acheminement sur le marché international, à partir notamment de la RMN⁶⁷.

La politique de sanctions des États-Unis cible spécifiquement les entités engagées dans l'acquisition de matériaux et de technologies de pointe provenant de sociétés étrangères dont la Russie demeure dépendante pour les futurs projets énergétiques dans la région polaire⁶⁸. Parmi les projets pétroliers et gaziers d'envergure entrepris dans la région polaire, le site de production de gaz naturel liquéfié Arctic LNG 2, sous la supervision du groupe Novatek, est sans doute le plus fragilisé par le régime de sanctions. La suspension de l'approvisionnement en technologies cryogéniques occidentales, comme les turbines du groupe Baker Hughes (États-Unis), les échangeurs thermiques du groupe germano-américain Linde et les compresseurs de Siemens (Allemagne) sont des obstacles à la finalisation de la construction du premier train de liquéfaction (unités assurant le traitement et la liquéfaction du gaz naturel) – pour un total de trois⁶⁹. Malgré ces difficultés, Novatek a annoncé, en décembre 2023, le démarrage de la première phase de l'usine Arctic LNG 2, en attendant les premières livraisons qui, pour les autorités russes, constitueraient une victoire symbolique face à la pression des sanctions occidentales⁷⁰. Ces sanctions ont augmenté les coûts globaux de ce projet stratégique de 17 %, pour atteindre près de 25 milliards de dollars US⁷¹. Dans ce contexte de sanctions, les actionnaires minoritaires étrangers du projet, comme le groupe français TotalEnergies, ont activé le cas de « force majeure » et suspendu leur participation⁷².

66. N. Flegontov, « Voždejstvie èkonomičeskikh sankcij na financirovanie neftegazovih proektov v rossijskoj Arktike » [Impact des sanctions économiques sur le financement des projets pétroliers et gaziers dans l'Arctique russe], *Post-Soviet Issues*, vol. 10, n° 3, 2023, p. 218-233.

67. « Taking Additional Sweeping Measures Against Russia », US Department of State, 2 novembre 2023, disponible sur : <https://www.state.gov>.

68. « Imposing Further Sanctions in Response to Russia's Illegal War Against Ukraine », US Department of State, 14 septembre 2023, disponible sur : www.state.gov.

69. F. Lasserre et H. Baudu, « The consequences of the war in Ukraine in the Arctic », *Réseau d'analyse stratégique*, Queen's University, 2023, disponible sur : <https://ras-nsa.ca/>.

70. « Arctic LNG 2 actually operating, we expect first shipments in Q1 – Novak », *Interfax*, 27 décembre 2023, disponible sur : <https://interfax.com> ; M. Humpert, « From Ukraine to the Arctic: The War's Impact on Russia's Northern Energy Ambitions », *High North News*, 18 mars 2024, disponible sur : www.highnorthnews.com.

71. S. Sukhankin, « US Sanctions Hamper Russia's LNG Strategy in the Arctic », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 21, n° 2, The Jamestown Foundation, 9 janvier 2024, disponible sur : <https://jamestown.org>.

72. La structure actionnariale du projet Arctic LNG 2 se décompose comme suit : Novatek (60 %), TotalEnergies (France, 10 %), CNPC (Chine, 10 %), CNOOC (Chine, 10 %), et un

Autre exemple des difficultés endurées, le groupe sud-coréen Samsung Heavy Industries a indiqué, en décembre 2023, l'arrêt de la fabrication des blocs et équipements pour 10 des 15 méthaniers arctiques en construction, indispensables à l'acheminement du GNL vers les marchés importateurs⁷³. Les pays occidentaux, en particulier les États-Unis et le Royaume-Uni, maintiennent la pression en poursuivant cette stratégie d'un renforcement continu et systémique du régime de sanctions à l'encontre de ce projet, et ce malgré la persistance des acteurs russes à le poursuivre⁷⁴. Du côté de l'UE, les discussions sur le 14e paquet de sanctions économiques et financières contre la Russie portent sur la possibilité d'interdire le transbordement du GNL russe dans les ports européens, menaçant la réexportation vers des pays tiers⁷⁵. Pour contrer durablement ces effets et assurer la pérennité des sites de production de GNL du groupe Novatek (Yamal LNG et Arctic LNG 2), de nouvelles chaînes d'approvisionnement et voies de paiement indépendantes des pays occidentaux apparaissent nécessaires⁷⁶. De manière générale, une part importante de la capacité d'exportation du gaz russe (environ 135 milliards de m³/an) fait face à une multitude de risques liés aux interdictions et aux sanctions, à des retards, aux contraintes logistiques liées au transport du GNL ou encore à la volonté de la Chine, principal consommateur, d'acheter davantage de gaz par gazoduc. Dans cet environnement, les prévisions anticipent que les recettes d'exportation du gaz russe diminueraient de 55 à 80 % d'ici à 2030 par rapport à 2022 – année où les revenus de cette industrie ont atteint un niveau record de 165 milliards de dollars⁷⁷.

Les activités minières en Arctique connaissent également un sérieux ralentissement. Tout d'abord, le développement du gisement

consortium japonais comprenant Mitsui et JOGMEC (10 %). La décision d'activer le cas de « force majeure » amène les actionnaires étrangers à renoncer à leurs responsabilités concernant le financement et l'exécution des contrats d'enlèvement du gaz naturel liquéfié. Voir T. Dyatel, « «Arktik SPG-2» teper' sam po sebe » [« Arctic LNG-2 » est désormais autonome], *Kommersant*, 25 décembre 2023, disponible sur : www.kommersant.ru.

73. « Samsung Heavy says it has stopped making blocks for Russian shipyard », *Nikkei Asia*, 26 décembre 2023, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

74. M. Humpert, « Latest Round of US and UK Sanctions Takes Aim at Russia's Arctic LNG 2 Project », *High North News*, 26 février 2024, disponible sur : www.highnorthnews.com.

75. I. Urbasos Arbeloa, « Banning Russian LNG transshipment in European ports: a pragmatic and effective measure », *Real Instituto Elcano*, 14 mai 2024, disponible sur : www.realinstitutoelcano.org.

76. « Sžiznenie v okruženii » [Liquéfaction ambiante], *Kommersant*, 15 mars 2024, disponible sur : www.kommersant.ru.

77. A.-S. Corbeau et T. Mitrova, « Russia's Gas Export Strategy: Adapting to the New Reality », *Center On Global Energy Policy*, Columbia SIPA, 21 février 2024, disponible sur : www.energypolicy.columbia.edu.

houiller de Syradasayskoye dans la péninsule de Taïmyr est de fait freiné par les sanctions mises en œuvre par les États-Unis contre l'opérateur du projet Severnaya Zvezda. Ce dernier se retrouve à présent dans l'incapacité de financer la construction des vraquiers de classe polaire nécessaires au transport du charbon⁷⁸. Or, le déficit d'infrastructures terrestres fait du transport maritime la clé de voûte pour l'exportation de cette ressource. Ensuite, l'adoption du 12e train de sanctions de l'UE, en décembre 2023, cible ouvertement la filière diamantaire russe, longtemps épargnée, et pèse sur l'économie de l'Arctique russe⁷⁹. En effet, la région abrite la totalité de la production diamantaire du groupe Alrosa dans le pays – respectivement 77 % en Iakoutie et 23 % dans l'oblast d'Arkhangelsk⁸⁰. La société First Ore Mining, filiale de l'entreprise publique Rosatom, a quant à elle renoncé à son projet d'usine d'extraction et de traitement flottante en coopération avec le groupe finlandais Mesto Outotec, l'obligeant à réviser son plan de développement pour l'exploitation du gisement de Pavlovskoye (plomb et zinc) sur l'archipel de Nouvelle-Zemble⁸¹. En avril 2024, le département du Trésor des États-Unis a introduit de nouvelles sanctions en interdisant aux bourses des métaux, comme le London Metal Exchange (LME) et le Chicago Mercantile Exchange (CME), d'accepter l'aluminium, le cuivre et le nickel produits par la Russie⁸². Cette décision qui isole en partie la Russie du marché international des métaux cible ses revenus sur ces métaux jugés critiques.

Si ces sanctions ont rappelé la dépendance technologique et financière russe de la Russie à l'Occident pour la réalisation de ses projets géoéconomiques dans la région, Moscou a cherché depuis une décennie à bâtir des circuits économiques alternatifs en dehors de la

78. « Tajmirkomi iglû ne hvataet balkerov » [AEON n'a pas encore commandé de navires pour son projet arctique], *Kommersant*, 24 octobre 2023, disponible sur : www.kommersant.ru.

79. « EU adopts 12th package of sanctions against Russia for its continued illegal war against Ukraine », Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR), Commission européenne, 19 décembre 2023, disponible sur : <https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu>.

80. D. Leven, « Blood diamonds », *Novaya Gazeta Europe*, 9 novembre 2023, disponible sur : <https://novayagazeta.eu>. Voir aussi F. Vidal, « La stratégie minière russe : ambitions géopolitiques et défis industriels », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 43, Ifri, avril 2023, disponible sur : www.ifri.org.

81. G. Kostrinskij, « "Rosatom" otkazalsâ ot plavučego GOKa za polârnim krugom iz-za sankcij » [Rosatom abandonne l'idée d'une usine flottante d'extraction et de traitement dans le cercle polaire arctique en raison des sanctions], *Kommersant*, 18 avril 2023, disponible sur : www.vedomosti.ru ; voir aussi F. Vidal, « La stratégie minière russe... », *op. cit.*

82. « United States and United Kingdom Take Action to Reduce Russian Revenue from Metals », Département du Trésor des États-Unis, 12 avril 2024, disponible sur : <https://home.treasury.gov>.

sphère occidentale⁸³. La poursuite du durcissement des sanctions occidentales est une réponse aux stratégies de contournement développées pour parachever les projets économiques et industriels russes, notamment en Arctique⁸⁴. La Russie est en effet parvenue à se glisser dans chaque interstice d'une économie mondialisée qui lui offrait une plus grande flexibilité financière et économique⁸⁵. Par exemple, la Turquie est devenue la tête de pont stratégique pour le réacheminement légal des produits pétroliers russes vers les pays de l'UE, par le biais d'un réétiquetage sur l'origine des carburants⁸⁶. Parallèlement, la Russie s'appuie sur la résilience de son écosystème industriel pour poursuivre le programme de développement de son espace septentrional telle que la synergie croissante entre Rosatom, opérateur de la RMN, et le groupe minier Norilsk Nickel⁸⁷. Outre la coordination sur la possibilité d'exploiter un important gisement de lithium dans la péninsule de Kola, la coopération industrielle permet aussi au groupe minier russe de bénéficier de technologies avancées du groupe Rosatom (par exemple des instruments radio-isotopiques) pour améliorer ses procédés de production⁸⁸.

Dans ce contexte, un changement de paradigme s'opère concernant le développement des capacités russes de construction navale pour la RMN. La poursuite du programme de construction de la flotte de brise-glaces à propulsion nucléaire, capable d'assurer une navigation tout au long de l'année de l'espace côtier septentrional, est devenue une priorité du gouvernement russe (cf. Tableau 1)⁸⁹. Dans le même temps, ce dernier réfléchit à la possibilité de construire un

83. N. Gould-Davies, « Russia, the West and Sanctions », *Survival : Global Politics and Strategy*, vol. 62, *The International Institute for Strategic Studies*, 2020, p. 7-28.

84. M. Humpert, « New US Sanctions Target Russia's Arctic LNG 2 – 'Our Objective is to Kill that Project' », *High North News*, 13 novembre 2023, disponible sur : www.highnorthnews.com.

85. Si les restrictions à l'exportation imposées par les pays « sanctionneurs » ont fortement réduit les importations russes sur les produits de haute technologie, notamment ceux à double-usage comme les semi-conducteurs, Moscou a réussi à mettre en place des circuits d'importation alternatifs en provenance de Chine et de Turquie qui maintiennent les capacités de production industrielle du pays. Voir H. Simola, « Latest developments in Russian imports of sanctioned technology products », *BOFIT Policy Brief*, n° 15, Bank of Finland, 2023, disponible sur : <https://publications.bof.fi>.

86. V. Jack, « How Turkey became Putin's 'pit stop' for selling camouflaged fuel to the EU », *Politico*, 15 mai 2024, disponible sur : www.politico.eu.

87. « Rosatom i 'Nornikel' izučat perspektivi razvitiâ atomnoj ènergetiki v Noril'ske » [Rosatom et Nornickel étudieront les perspectives de développement de l'énergie nucléaire à Norilsk], *Rosatom*, 13 novembre 2023, disponible sur : <https://rosatom.ru>.

88. « Rosatom to supply Nornickel with new generation radioisotope instruments », *Norilsk Nickel*, 26 mars 2024, disponible sur : <https://nornickel.com>.

89. E. Alifirova, « Ledokoly, novaâ verf', tehnologiskaâ » [Brise-glaces, nouveau chantier naval, indépendance technologique], *Neftegaz.ru*, 20 mai 2024, disponible sur : <https://neftegaz.ru>.

nouveau chantier naval de haute technologie. Alors que le régime de sanctions occidental et la poursuite de la guerre à haute intensité étouffent progressivement ses plans de développement en Arctique, une autonomie capacitaire et technologique de la Russie en la matière pourrait rassurer ses partenaires économiques sur la praticabilité de la RMN. Au-delà, Moscou compte consolider ce nouveau paradigme et accélère, à cet effet, le basculement géoéconomique de son espace septentrional vers l'Asie.

Mise en opération	Brise-glaces nucléaires de nouvelle génération (puissance propulsive en mégawatt (MW))
En service	Arktika, Sibir et Ural (60 MW)
Fin 2024	Yakutia (60 MW)
Entre 2026 et 2030	Chukotka, Leningrad et Stalingrad (60 MW)
D'ici 2030	Rossiia (120 MW)

Tableau 1. Programme de développement de brise-glaces à propulsion nucléaire pour la route maritime du Nord d'ici 2030

L'Arctique russe et l'Asie : vers un espace intégré ?

Un cheminement géopolitique vers les puissances asiatiques

Pour contourner son isolement diplomatique sur la scène arctique, la Russie multiplie les initiatives politiques et économiques, dans le but d'attirer des pays non-arctiques. Pour Moscou, ces pays, notamment les BRICS+, devraient participer au développement de la région polaire et contribuer à l'essor de la RMN⁹⁰. Pour confirmer cette réorientation globale, V. Poutine a signé un décret en février 2023 amendant la « stratégie arctique de la Russie jusqu'en 2035 » publiée en mars 2020. Alors que le texte original appelait au « renforcement des relations de bon voisinage avec les États arctiques », la nouvelle version invite désormais « au développement de relations avec des États étrangers sur une base bilatérale, [...] en tenant compte des intérêts de la Fédération de Russie en Arctique »⁹¹. Les autorités russes ont notamment précisé leur volonté d'élargir la coopération dans le domaine scientifique avec des pays non-arctiques. À ce titre, les communautés de Barentsburg et de Pyramiden sur l'archipel du Svalbard, en voie de reconversion économique, pourraient devenir une vitrine de la recherche scientifique russe dans la région polaire et accueillir des chercheurs provenant de pays jugés proches de la Russie comme le Brésil, la Chine, l'Inde, la Thaïlande, la Turquie et le Vietnam⁹². À cet égard, le plan de développement du centre

90. Depuis le 1^{er} janvier 2024, les BRICS+ regroupent dix pays : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et Iran.

91. Oukase présidentiel, « Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 05.03.2020 g. n° 164 – Ob Osnovah gosudarstvennoj politiki Rossijskoj Federacii v Arktike na period do 2035 goda » [Oukase du président de la Fédération de Russie du 05.03.2020 n° 164 – Sur les fondements de la politique d'État de la Fédération de Russie en Arctique 2035], Moscou, Présidence de la Fédération de Russie, 5 mars 2020, disponible sur : www.kremlin.ru ; Décret présidentiel, « Vneseni izmeneniâ v Osnovi gosudarstvennoj politiki v Arktike na period do 2035 goda » [Des amendements ont été apportés aux fondements de la politique de l'État en Arctique pour la période allant jusqu'en 2035], Moscou, Présidence de la Fédération de Russie, 21 février 2023, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

92. « Rossiâ i V'etnam budut vesti issledovaniâ na naučnih arktičeskikh stanciâh » [La Russie et le Vietnam mèneront des recherches dans des stations scientifiques de l'Arctique], *RIA Novosti*, 7 avril 2023, disponible sur : <https://ria.ru> ; T. Nilsen, « Isolated Russia invites faraway countries to upcoming Svalbard science center in Pyramiden », *The*

scientifique international situé à Pyramiden, qui doit inclure des annexes à Grumant, Kolsbey et Barentsburg, comprend la création d'un consortium d'institutions et d'organisations de recherche et d'enseignement de pays amis, dont ceux des BRICS+⁹³. En plus d'être un moyen de mobiliser des représentants de ce que le gouvernement russe appelle les « États amis », le développement de ce futur centre scientifique est un rappel au passé soviétique, faisant de la continuation de l'*otechestvennaya nauka*, la recherche russe, un de ses rouages⁹⁴.

Moscou multiplie les initiatives diplomatiques en faveur du développement économique et industriel de la région. L'accélération du basculement du centre de gravité de la RMN vers l'Extrême-Orient constitue un axe central pour renforcer les liens entre la Russie et les puissances économiques asiatiques. Pour sa mise en œuvre, le président russe a demandé au gouvernement fédéral, aux autorités régionales ainsi qu'au groupe public Rosatom de travailler sur des propositions pour « la formation d'un corridor de transport maritime unique », dont les résultats sont attendus pour 2024⁹⁵. Preuve d'un intérêt pour l'utilisation de cette voie de navigation comme alternative aux routes maritimes méridionales à long terme, l'Inde et la Russie ont signé un accord concernant le développement du corridor maritime oriental reliant Chennai à Vladivostok⁹⁶. Dans le même temps, les deux pays se sont engagés pour former des marins indiens aux conditions de navigation polaires au sein de l'université d'État maritime, basée à Vladivostok. Vu de Moscou, l'instabilité géopolitique en mer Rouge, consécutive aux actions armées des Houthis à l'encontre de navires marchands dans le détroit de Bab el-Mandeb, pourrait faciliter la réorientation des échanges commerciaux entre les deux pays en connectant la RMN et le corridor maritime oriental. L'importance du marché indien pour l'Arctique russe est notable : 35 % du fret traité au port de Mourmansk au cours du

Barents Observer, 30 octobre 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>. Voir la conférence en ligne de la société russe de géographie (RGO), « Bezopasnost' arktičeskikh rubežej: Èkologiâ, Istoriâ, obrazi budušego » [Sécurité aux frontières de l'Arctique : écologie, histoire, images du futur], *Russkoe geografičeskoe obščestvo*, 26 octobre 2023, disponible sur : www.youtube.com.

93. « Nauka pravit bal » [La science mène la danse], *Russkij vestnik Špicbergena*, n° 1, 2024, p. 24.

94. T. Nilsen, « Concerns emerge over Moscow's push for expanded research at Svalbard », *The Barents Observer*, 28 avril 2024, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

95. « Putin poručil prorabotat' vopros edinogo morskogo koridora po SMP » [Poutine a ordonné le règlement de la question d'un corridor maritime unique le long de la NSR], *TASS*, 8 novembre 2023, disponible sur : <https://tass.ru>.

96. « Indiâ vibiraet Sevmorput' – u Suetšckogo kanala sliškom mnogo problem » [L'Inde choisit la route maritime du Nord – le canal de Suez présente trop de problèmes], *Vostok Today*, 28 septembre 2023, disponible sur : <https://vostok.today>.

premier semestre 2023 était destiné à l'Inde, dont le charbon qui, avec le pétrole, représente l'essentiel des biens importés depuis la Russie⁹⁷.

À l'occasion de sa visite en Chine en octobre 2023, pour le 10^e anniversaire de la Nouvelle route de la soie, V. Poutine a annoncé le projet de construction d'une ligne ferroviaire reliant les villes portuaires de Mourmansk et de Bander-Abbas en Iran⁹⁸. Cette infrastructure de communication permettrait au port arctique russe d'accéder directement au golfe Persique et l'océan Indien. Dans le même temps, le groupe Rosatom a conclu un accord de partenariat avec l'opérateur portuaire émirati DP World, basé à Dubaï, pour créer une joint-venture et développer le transit maritime de conteneurs le long de la RMN⁹⁹. Pris dans leur ensemble, les projets relatifs à ces nouvelles voies d'acheminement des matières premières et d'échanges commerciaux semblent durablement s'insérer au sein de l'espace asiatique. Au-delà des annonces publiques, le financement et l'achèvement de ces infrastructures de communication restent indispensables pour toute perspective de développement économique reliant la Russie à l'Asie¹⁰⁰.

Changement du rapport de force avec la Chine

Si le rapprochement entre la Chine et la Russie connaît une accélération dans la région polaire, la nature et l'équilibre de ces relations connaissent également une évolution sensible. En mars 2023, la visite du président chinois Xi Jinping à Moscou visait à démontrer la solidité des relations bilatérales. Au cours de ce sommet, V. Poutine a invité son homologue à créer un espace conjoint dans le développement de la RMN, revenant à ce que la Russie concède à la Chine un rôle plus important dans le développement de la route maritime¹⁰¹. Cet exercice a été une nouvelle fois renouvelé en

97. T. Ramakrishnan, « India accounts for 35% of cargo handled by Murmansk this year », *The Hindu*, 15 août 2023, disponible sur : www.thehindu.com.

98. « Meždunarodnij forum 'Odin poâs, odin put' » [Forum international « Une ceinture, une route »], Administration présidentielle de la Fédération de Russie, 18 octobre 2023, disponible sur : www.kremlin.ru.

99. « Rosatom and DP World establish JV for transit container shipping along Northern Sea Route », *Interfax*, 24 octobre 2023, disponible sur : <https://interfax.com>.

100. K. Silvan et M. Kaczmarek, « Russia's Approach to Connectivity in Asia: From Cooperation to Coercion », *East Asia*, vol. 40, 2023, p. 321.

101. L. Filippova, « China's New Role in the Arctic », *Valdai Discussion Club*, 31 mai 2023, disponible sur : <https://valdaiclub.com> ; A. Fadeev et al., « Energy cooperation of Russia and China in the Arctic: state and prospects », *Polar Geography*, 2024, p. 9-13.

mai 2024 lors de la visite du président russe à Pékin pour démontrer la solidité de la relation bilatérale dans un contexte de transformation géopolitique¹⁰². La multiplication des échanges entre les différents ministères et agences gouvernementales russes et leurs homologues chinois est un autre indicateur de l'intensification de ce rapprochement, particulièrement visible dans le secteur énergétique¹⁰³. À cet égard, le soutien matériel de la Chine dans la poursuite du projet Arctic LNG 2, sous sanctions occidentales, est un exemple de l'importance critique dans ce domaine stratégique¹⁰⁴. Ainsi, la Chine a livré deux modules préfabriqués pour le démarrage du second train de production du gaz naturel liquéfié¹⁰⁵. Malgré les rumeurs de sanctions américaines à l'égard des banques chinoises et les difficultés à poursuivre un projet gazier de plus en plus fragilisé¹⁰⁶, Pékin n'entend pas interrompre son engagement à ce stade. De même, le groupe Norilsk Nickel, confronté à une baisse de 20 % de ses revenus en raison du régime de sanctions, planifie de transférer en Chine l'usine de fonderie du cuivre, installée à Norilsk, pour contourner le durcissement des conditions d'accès au marché international¹⁰⁷. Si le groupe minier se rapproche de son principal marché d'exportation, elle renforce sa dépendance stratégique à l'égard de la Chine.

Sur le plan sécuritaire, les deux pays donnent aussi des signes d'une coopération en phase d'expansion, qui inclut notamment la signature en avril 2023 d'un mémorandum entre les forces de sécurité intérieures russes (FSB), en charge de la surveillance de l'espace

« Rossijsko-kitajskie peregovori » [Négociations russo-chinoises], Administration présidentielle de la Fédération de Russie, 21 mars 2023, disponible sur : www.kremlin.ru.

102. D. Goncharov, « Itogi vizita Vladimira Putina v Kitaj: Strategičeskoe partnerstvo i novye proekty » [Résultats de la visite de Vladimir Poutine en Chine : partenariat stratégique et nouveaux projets], *Rossijskaïa Gazeta*, 18 mai 2024, disponible sur : <https://rg.ru>. Voir également A. Gabuev, « Putin and Xi's Unholy Alliance », *Foreign Affairs*, 9 avril 2024, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

103. « Vstreča Mihaila Mišustina s Predsedatelem Kitajskoj Narodnoj Respubliki Si Czin'pinom » [Rencontre entre Mikhaïl Michoustine et Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine], Gouvernement de la Fédération de Russie, 21 mars 2023, disponible sur : <http://government.ru>.

104. M. Humpert, « Delivery of Final Modules for Russia's Arctic LNG 2 Project Highlights Challenge of Designing Effective Sanctions », *High North News*, 4 mars 2024, disponible sur : www.highnorthnews.com ; M. Humpert, « Chinese Heavy Lift Vessel Carrying New Arctic LNG 2 Modules to Russia Despite Sanctions », *gcaptain.com*, 10 mai 2024, disponible sur : <https://gcaptain.com>.

105. Un train de liquéfaction est une unité de production qui se compose de divers éléments permettant de traiter, purifier et convertir le gaz naturel en GNL.

106. T. Hinnicutt, « US has no immediate plan to sanction Chinese banks over Russia, source says », *Reuters*, 23 avril 2024, disponible sur : www.reuters.com.

107. « Nor Nickel to move Copper Plant facilities to China, form JV with access to battery tech », *Interfax*, 22 avril 2024, disponible sur : <https://interfax.com>.

côtier arctique, et les garde-côtes chinois. Cet accord comprend « la lutte conjointe contre le terrorisme, l'immigration clandestine, la contrebande de drogues et d'armes, ainsi que l'arrêt de la pêche illégale »¹⁰⁸. Au-delà des enjeux de sécurité commune, le document marque une rupture dans la ligne politique de Moscou, qui entendait jusqu'alors préserver son espace septentrional de toute présence étrangère¹⁰⁹. En effet, le pouvoir russe a longtemps insisté sur le fait que la gouvernance de l'Arctique devait rester une prérogative des États arctiques.

Depuis le début de la guerre, la présence chinoise dans l'Arctique russe s'est affirmée par des contacts directs avec les gouvernements régionaux pour envisager une large coopération économique et industrielle. La multiplication des visites de délégations chinoises dans les régions russes septentrionales, pour permettre le développement des échanges et des investissements dans ces territoires, comme dans le district autonome de Iamalo-Nénésie ou dans l'oblast d'Arkhangelsk, dénote l'influence grandissante de Pékin, vu comme un partenaire indispensable¹¹⁰. De la même manière, en septembre 2023, le gouverneur de Mourmansk Andreï Chibis signale un renforcement stratégique de la coopération avec la Chine au cours de sa rencontre avec les responsables de la société chinoise Shandong Port Group. Inscrit dans le développement de la RMN, le gouverneur russe se montre optimiste quant à l'arrivée d'investisseurs chinois dans divers secteurs économiques de la région, comme la construction navale et l'industrie forestière¹¹¹. En mai 2024, le gouverneur de l'oblast d'Arkhangelsk, Aleksandr Tsybul'sky, s'est officiellement rendu dans la ville portuaire chinoise de Dalian. Outre la coopération dans les secteurs énergétique et agro-forestier, les enjeux logistiques et portuaires, dans le cadre du développement de la

108. S. Shiryayev, « Podpisan memorandum o vzaimoponimanii meždu Federal'noj služboj bezopasnosti RF i beregovoj ohranoj KNR » [Protocole d'accord signé entre le service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie et les garde-côtes de la République populaire de Chine], *Vesti*, GTRK Murman, 24 avril 2023, disponible sur : <https://murman.tv>.

109. T. Nilsen, « Russia's Coast Guard cooperation with China is a big step, Arctic security expert says », *The Barents Observer*, 28 avril 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

110. Voir le communiqué du gouverneur du district autonome de Iamalo-Nénésie sur le réseau social Vkontakte, 21 mars 2023, disponible sur : <https://vk.com> ; voir aussi le communiqué du gouverneur de l'oblast d'Arkhangelsk sur le réseau social Vkontakte, 16 mai 2023, disponible sur : <https://vk.com>.

111. A. Staalesen, « Russian Arctic regions strengthen bonds with Beijing », *The Barents Observer*, 20 septembre 2023, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com> ; Voir aussi la chaîne Telegram du gouverneur de l'oblast de Mourmansk, Telegram, 16 septembre 2023, disponible sur : https://t.me/andrey_chibis.

RMN, étaient au cœur de ces discussions entre le gouverneur russe et le maire de Dalian, Chen Shaowang¹¹².

L'intervention militaire russe en Ukraine bouleverse durablement la nature et la profondeur du rôle de la Chine dans cet espace. Les initiatives économiques chinoises auprès des représentations et administrations régionales – des échelons inférieurs au niveau fédéral – pourraient indiquer un changement de rapport de force¹¹³. En raison des ambitions du régime chinois à garantir ce qu'il considère comme ses intérêts et ses droits dans la région polaire, les actions russes et chinoises pourraient diverger, menaçant ainsi leur coopération stratégique sur le long terme¹¹⁴.

La perspective d'une connexion avec l'espace indopacifique

En août 2023, 11 navires de guerre russes et chinois ont navigué depuis la mer du Japon et le détroit du Bering vers l'océan Pacifique pour des manœuvres au large des côtes de l'Alaska et des îles Aléoutiennes¹¹⁵. Le détroit de Bering, considéré comme un détroit secondaire dans les flux maritimes internationaux, est le point de passage unique – 85 km de large au point de passage le plus étroit – entre l'océan Arctique et l'océan Pacifique. Si l'Indopacifique et l'Arctique sont des espaces « adjacents, mais très différents¹¹⁶ », la proximité stratégique entre la Russie et la Chine offre un cadre géographique cohérent qui englobe ces deux vastes ensembles. Cette situation pourrait préfigurer la formation d'un nouveau continuum sécuritaire, reliant en particulier la région polaire à l'espace nord-est asiatique, qui compte trois puissances nucléaires rivales – Chine, Corée du Nord, et Russie – des États-Unis.

Pour les pays arctiques occidentaux, en particulier les États-Unis, l'éventualité d'une plus grande imbrication géostratégique entre la

112. O. Krivtsova, « Gubernator Arhangel'skoj oblasti Cybul'skij posetil Kitaj » [Le gouverneur de la région d'Arkhangelsk, M. Tsybul'sky, s'est rendu en Chine], *The Barents Observer*, 15 mai 2024, disponible sur : <https://thebarentsobserver.com>.

113. P. Ivanov, « Can Russia Get Used to Being China's Little Brother ? », *Foreign Policy*, 21 mars 2023, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

114. J. Staun et C. Sørensen, « Incompatible Strategic Cultures Limit Russian-Chinese Strategic Cooperation in the Arctic », *Scandinavian Journal of Military Studies*, vol. 6, n° 1, 2023, p. 39.

115. I. Samuels, « Chinese and Russian vessels conduct operations off Alaska coast », *Anchorage Daily News*, 8 août 2023, disponible sur : www.adn.com ; D. Cusick, « Are Russia and China Teaming Up to Control the Arctic ? », *Scientific American*, 3 janvier 2024, disponible sur : www.scientificamerican.com.

116. R. Pincus, « The Indo-Pacific dimension in US Arctic strategy », *Journal of Indo-Pacific Affairs*, vol. 4, n° 7, 2021, p. 98.

Chine et la Russie en Arctique pose un sérieux défi sécuritaire. La montée en puissance de la coopération militaire russo-chinoise amène le Département de la Défense des États-Unis à effectuer une mise à jour de sa stratégie, y compris la manière d'entraîner et d'équiper ses forces armées dans la région polaire¹¹⁷. Toutefois, l'Arctique n'apparaît pas comme un terrain propice à une confrontation stratégique entre les États-Unis et la Chine, car Pékin n'y a pas, à ce stade, de présence militaire. Pourtant, la proposition russe (2019) visant à aider la Chine à créer un système d'alerte d'attaque par missile serait un pas en direction de l'adoption d'une architecture de sécurité eurasiennne. À terme, la couverture de cette infrastructure de détection irait potentiellement de l'Arctique à la mer de Chine méridionale¹¹⁸.

Dans le même temps, les pays nordiques renforcent leurs coopérations avec la Corée du Sud et le Japon dans le domaine de la défense, ce qui se traduit notamment par une augmentation des ventes d'armes, et par l'amorce d'un dialogue stratégique, comme entre Helsinki et Tokyo¹¹⁹. En outre, la convergence des intérêts stratégiques de ces pays pourrait aboutir à une politique maritime conjointe et renforcée en Arctique¹²⁰. Dès lors, face à l'axe eurasiennne, les pays situés à ses marges sont amenés à accroître leur coopération de manière transrégionale¹²¹, y compris en Arctique.

117. H.-G. Bye, « Regaining Arctic Expertise: US Troops in Alaska Making Strides to Become the Army's Arctic Force », *High North News*, 29 février 2024, disponible sur : www.highnorthnews.com.

118. D. Stefanovich, « Can Russia help China counter missile threats ? », *Russian International Affairs Council*, 8 octobre 2019, disponible sur : <https://russiancouncil.ru>.

119. E. Johnston, « Concerns over Russia draw Finland and Japan closer together », *The Japan Times*, 17 mai 2023, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

120. N. Khorrami, « Finland, Japan, South Korea, and Sweden : A Middle Power Partnership for Enhanced Maritime Capacity in the Arctic », *The Arctic Institute*, 26 octobre 2021, disponible sur : www.thearcticinstitute.org.

121. A. Banka et al., « Geostrategic context: bridging alliances in the shadow of Sino-American competition », *Defence Studies*, 2023, disponible sur : <https://doi.org>.

Conclusion

Les évolutions rapides et profondes de l'environnement géostratégique en Europe et dans le monde ont directement affecté la stabilité de la gouvernance de la région arctique. Les institutions intergouvernementales, nées dans le contexte de l'après-guerre froide, apparaissent désormais affaiblies par la dégradation persistante des relations entre l'Occident et la Russie, entamée dès 2014. Moscou a un avantage militaire indéniable sur ses adversaires en Arctique, qui redevient un espace de confrontation opposant la Russie et les pays membres de l'OTAN. La consolidation de son infrastructure militaire, déployée le long de son espace côtier et de ses archipels, vise à lui permettre de déterminer les règles de l'activité navale dans la région.

Mises en perspective, les dynamiques actuelles montrent cependant un profond paradoxe. L'Arctique est à la fois la vitrine des ambitions russes et l'incarnation de la Russie périphérique délaissée par le pouvoir central. Structurellement lacunaire dans les territoires septentrionaux, et ce encore davantage avec la guerre, la disponibilité de ressources – humaines, matérielles et financières – demeure le principal défi pour la mise en œuvre de projets russes en Arctique. Cet état de fait circonscrit significativement les marges de manœuvre de Moscou, contraignant celui-ci à réviser ses projets économiques et industriels.

Pour les autorités russes, un raccrochage géoéconomique de la région polaire à l'espace asiatique pourrait résoudre une impasse qui n'a cessé de croître depuis une décennie. Élément rhétorique de la part de Moscou¹²², ce pivot est un défi politique complexe et son achèvement demeure incertain. À cet égard, la persistance des verrous – climatiques, logistiques, financiers, infrastructurels – autour du développement de la route maritime du Nord reflète la difficulté de parachever un rêve pluriséculaire entretenu depuis la Russie tsariste. Alors que les relations russo-chinoises et leur évolution conserveront un caractère incontournable pour le système international au cours des années et décennies à venir¹²³, le

122. Voir M. Shagina, « Russia's Pivot to Asia: Between Rhetoric and Substance », *Orbis*, vol. 64, n° 3, 2020, p. 447-460 ; V. Kolosov et M. Zotova, « The 'Pivot to the East' and China in Russian Discourse », *Geopolitics*, vol. 28, n° 2, 2023, p. 879-903.

123. P. Snow, *China and Russia: Four Centuries of Conflict and Concord*, New Haven, Yale University Press, 2023, p. 527.

positionnement de la Russie en Arctique, vecteur d'expression des nouveaux rapports de force en formation, est appelé à jouer un rôle déterminant dans un espace désormais fracturé.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org